



Emmanuel Macron a promis que les "coupables du lynchage lâche et criminel des policiers" seraient "retrouvés et punis".

Deux policiers qui intervenaient après une rixe à Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) lors d'une soirée de la Saint-Sylvestre dimanche, ont été pris à partie et passés à tabac, a-t-on appris lundi 1er janvier de sources concordantes. Un policier a eu le nez fracturé et une de ses collègues souffre de commotions au visage, a indiqué une source policière. Ils se sont vu prescrire respectivement dix et sept jours d'incapacité totale de travail (ITT).

L'agression, qui a provoqué une vague d'indignation sur les réseaux sociaux lundi, a fait réagir Emmanuel Macron sur Twitter : le président a promis que les "coupables du lynchage lâche et criminel des policiers" seraient "retrouvés et punis". "Honneur à la police et soutien total à tous les agents basement agressés", a tweeté le chef de l'Etat.



Emmanuel Macron: @EmmanuelMacron

Les coupables du lynchage lâche et criminel des policiers faisant leur devoir une nuit de 31 décembre seront retrouvés et punis. Force restera à la loi. Honneur à la police et soutien total à tous les agents basement agressés.

Mais dès lundi après-midi, des responsables politiques et syndicalistes en ont profité pour relancer le débat sur deux sujets épineux : la légitime défense des policiers et le retour des peines planchers.

"Présomption de légitime défense"

Marine Le Pen, présidente du FN, a rapidement récupéré l'événement, réitérant sa demande d'une réforme de la légitime défense des forces de l'ordre. Dans un communiqué, la députée du Pas-de-Calais dénonce :

"Une vidéo montre l'agression d'une policière, au sol, isolée, par une quinzaine de voyous, la lynchant à coups de pied sans la moindre hésitation."

Selon elle, "ces scènes d'une rare violence viennent rappeler que perdure et s'amplifie dans notre pays, à côté de la menace terroriste, une insécurité confinante parfois à la guérilla urbaine".

Marine Le Pen demande donc au gouvernement de mettre "tous les moyens en œuvre (y compris en offrant une récompense) pour identifier et interpellier les barbares s'en étant pris à cette policière, et en s'assurant que la justice passe".

La candidate éconduite à l'élection présidentielle demande en outre l'instauration de "la présomption de légitime défense pour l'ensemble

des forces de l'ordre". "Cette mesure, que je défendais dans mon projet présidentiel et que nos parlementaires ont défendue dans la mandature précédente, est réclamée depuis longtemps par les policiers", assure-t-elle.

Quand les policiers "sont agressés, quand leur vie peut être menacée, ils doivent savoir que la République et la justice seront de leur côté. Seule une modification législative peut leur garantir", poursuit Marine Le Pen, prévenant que "dans les jours à venir, le groupe des députés du Front national fera des propositions dans ce sens". "Sanctions exemplaires"

Le syndicat de policiers Alliance a une nouvelle fois demandé de son côté le "retour des peines planchers", abrogées en 2014, pour les agresseurs de policiers. A l'AFP, le numéro 2 du syndicat, Frédéric Lagache, déclare :

"Promettre comme l'a dit le président de la République de retrouver les agresseurs est une bonne chose mais ce n'est pas suffisant. Il faut des sanctions exemplaires. Nous demandons le retour aux peines planchers pour les auteurs d'agressions physiques ou verbales à l'encontre des policiers."

Le retour des peines planchers pour les agresseurs de membres des forces de l'ordre, disposition abrogée sous François Hollande, est une demande récurrente des syndicats de policiers. Les peines planchers prévoient une peine minimale incompressible pour un certain nombre de crimes et de délits.

Interrogé sur BFMTV, Yoann Maras, responsable départemental du syndicat Alliance, s'est ému du "sentiment d'impunité" qui prévaudrait chez les agresseurs des forces de l'ordre.

La vidéo "est diffusée comme un trophée sur les réseaux sociaux et vous avez beaucoup de jeunes autour de cette jeune policière qui est en train de se faire lyncher, qui sont en train de rigoler", a-t-il souligné.

L'Obs

II) Emmanuel Macron, c'est "beaucoup de blabla" et de "belles paroles", dénonce Eric Coquerel



Eric Coquerel, député La France Insoumise de Seine-Saint-Denis. (JEAN-CHRISTOPHE BOURDILLAT / RADIO FRANCE)

Par franceinfo – Radio France

Eric Coquerel, député La France insoumise de la Seine-Saint-Denis a

vivement critiqué lundi sur franceinfo les vœux télévisés du chef de l'Etat. Selon lui, il y a "beaucoup de blabla" dans ce discours et peu de « fond ».

Eric Coquerel, député La France insoumise de la Seine-Saint-Denis a commenté lundi 1er janvier sur franceinfo les premiers vœux télévisés du chef de l'Etat. "Emmanuel Macron c'est un peu le mister Kaa de la politique, vous savez, dans le Livre de la jungle, le serpent qui essaie de vous hypnotiser", a-t-il déclaré. Avec ses premiers vœux aux Français, "il a encore essayé de faire ça, avec à chaque fois beaucoup de blabla et de belles paroles qui sont toujours contredites par les actes. »

<https://dai.ly/x6chxaj>

Les vœux d'Emmanuel Macron ont duré 18 minutes. "Beaucoup trop long" ont estimé de nombreuses personnes. Sur Facebook, le président s'est rattrapé en faisant des vœux d'une minute. "On me dit que c'est trop long, donc je voulais en une minute, à nouveau, vous dire bonne année 2018", a déclaré le président de la République.

Eric Coquerel trouve qu'Emmanuel Macron "fait trop de com" et "regrette que les médias se prêtent à ce jeu". L'interview par Laurent Delahousse s'apparentait plus à "Secrets d'histoire qu'à une émission politique. Si c'est ça, la nouvelle façon d'envisager le débat politique dans ce pays, moi ça m'inquiète. Cela a un côté monarchique incroyable", a réagi Eric Coquerel. Il estime également que le discours du président n'est "pas très nouveau" et que "c'est une façon de faire qui fait oublier le fond. »

Des SDF en "danger" dans les centres d'urgence

Lors de ses premiers vœux aux Français dimanche 31 décembre, Emmanuel Macron a redit sa "détermination" à "apporter un toit à toutes celles et ceux qui sont aujourd'hui sans-abri". "Je n'y crois pas", a réagi lundi 1er janvier sur franceinfo Eric Coquerel. "Il nous explique qu'il ne faut plus aucun sans-abri dans ce pays. S'il veut commencer à faire ça, qu'il ouvre le Val-de-Grâce. Il y a une manifestation à 15h cet après-midi [lundi 1er janvier] pour demander qu'une centaine de personnes puissent rentrer dans cet hôpital qui ne sert plus à rien", a lancé le député La France insoumise de Seine-Saint-Denis.

Selon Christophe Castaner, s'il y a autant de SDF dans la rue, c'est parce que certains refusent d'aller dans des centres d'urgences. "Les chômeurs refusent d'aller travailler, les SDF d'être hébergés... Il faut voir quels sont les centres d'urgence aujourd'hui", insiste Eric Coquerel.

<https://dai.ly/x6chx9x>

Le député dénonce le manque de sécurité et l'insalubrité de certains centres. "Certains vont dans la rue, tellement les centres qu'on leur propose sont des centres dans lesquels ils se sentent en danger, dans lesquels il y a des problèmes de propreté, a souligné Eric Coquerel. On ne peut pas dire que les gens refusent d'aller de manière consciente dans les centres d'urgence. Arrêtons de laisser penser que ce sont les SDF qui sont quelque part responsables d'être SDF !" "La citoyenneté en Europe n'existe pas"

Dans ses vœux, Emmanuel Macron a évoqué un

"sursaut européen" nécessaire : "J'ai besoin de votre détermination pour ce sursaut européen et j'ai besoin qu'ensemble nous ne cédions rien, ni aux nationalistes ni aux sceptiques."

Pour Eric Coquerel, c'est la marque que le président de la République estime que la citoyenneté européenne "est supérieure" à "la citoyenneté française". "Le problème c'est que la citoyenneté en Europe n'existe pas", a-t-il estimé. "Ce qui est l'Europe aujourd'hui c'est la finance qui le dirige, c'est très largement une politique qui convient aux intérêts des possédants allemands, mais pas aux intérêts de notre pays. On voit bien en rien que les peuples ne peuvent faire quelque chose sur l'Europe", a-t-il ajouté.



III) Le gouvernement sur le terrain glissant de la réforme de l'Etat

Par Romaric Godin

Le gouvernement engage mercredi lors d'un séminaire une réflexion sur la réforme de l'action publique afin d'en réduire la dépense. Mais cette ambition semble ne pas prendre en compte la réalité de cette dépense, que plusieurs études placent dans « la moyenne des pays développés ».

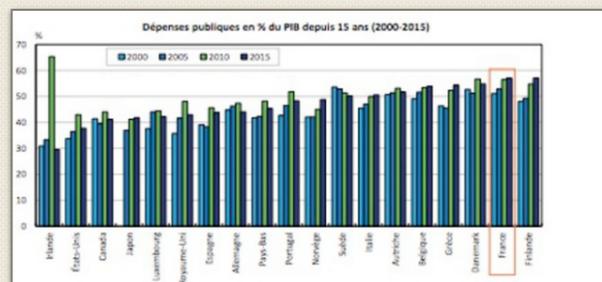
À l'issue du premier conseil des ministres de 2018, le gouvernement tiendra un séminaire qui sera largement consacré à un des projets portés par Emmanuel Macron : la réforme de l'État. Le 13 octobre 2017, un Comité action publique 2022 (« CAP 2022 »), principalement constitué de représentants du secteur privé (lire Le gouvernement privatise le futur des services publics), avait été instauré par le premier ministre pour préparer cette réforme structurelle. Il doit rendre son rapport en mars prochain, mais le gouvernement entend d'ores et déjà avancer sur ce terrain.



Gérald Darmanin et Bruno Le Maire à l'Élysée en juillet 2017. © Reuters

La démarche gouvernementale s'appuie sur une démarche a priori de bon sens : celle de rendre l'action publique plus efficace, ce qui ne peut faire l'objet que d'un consensus. Mais, en réalité, cette démarche est avant tout comptable. Il s'agit de remplir les objectifs ambitieux de réduction des déficits et de la dépense publique affichés dans la loi de programmation 2018-2022 des finances votée avec le projet de loi en fin d'année dernière. Ce texte prévoit de ramener les dépenses publiques (hors crédit d'impôts) de 54,7 % du PIB en 2017 à 50,9 % en 2022. Une baisse très marquée rendue nécessaire par le financement du taux de prélèvement obligatoire de 1,1 point durant la même période et qui passera par une décélération de la croissance des dépenses en volume (donc hors effet de l'inflation) sur les deux dernières années du quinquennat : + 0,2 % en 2021 et + 0,1 % en 2022, contre + 0,5 % cette année, par exemple.

Bref, cette réforme de l'État pourrait bien n'être que ce qu'elle est souvent : une justification d'une austérité future par la mise en avant de chiffres « chocs » comme le fameux « 57 % du PIB de dépenses publiques », répété à l'envi pour faire accroire que rien n'a été fait en France sur le sujet. Or ce n'est pas le cas. Les précédents gouvernements ont tenté eux aussi de contrôler et de freiner la croissance de la dépense publique. La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), en 2001, en était une qui, en théorie, renforçait la responsabilité du respect des budgets. Elle a été suivie, au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy, par la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui s'est rapidement résumée au non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux.

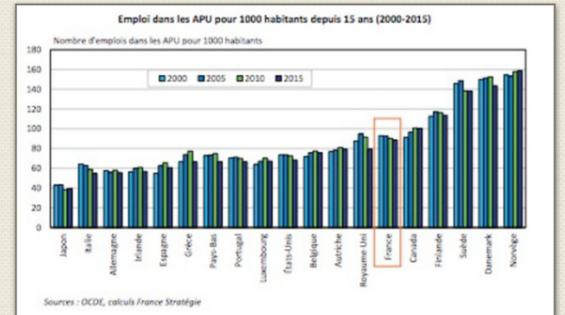


Évolution de la dépenses publiques en % du PIB © France Stratégie

Ces politiques n'ont-elles eu aucun impact ? Si l'on regarde la seule évolution du rapport entre la dépense comptable des administrations publiques sur le PIB, on peut le croire. Voilà dix ans, ce ratio est passé de 52,2 % à 56,4 %. En réalité, une grande partie de cette hausse s'explique par l'affaiblissement de la croissance. C'est la crise de 2009 qui a fait passer subitement, durant cette année, ce ratio au-dessus de 56 %, où il est encore. La France a fait jouer les « stabilisateurs automatiques », avec succès, puisque la contraction du PIB durant cette année 2009 a été nettement plus faible qu'ailleurs (- 2,9 % en France en volume contre - 5,6 % en Allemagne). Néanmoins, la croissance a été ensuite assez faible, empêchant la baisse rapide de ce ratio. Mais depuis 2009, il reste relativement stable. Il a dépassé de peu, en 2014, 57 % du PIB (à 57,1 %), mais est retombé en 2017 à 56,4 %, soit sous son niveau de 2012.

Dans le détail, on prend conscience qu'il n'y a pas en France d'État inconscient et irresponsable. Une étude de France Stratégie, le laboratoire de pensée de Matignon, de décembre 2017, est venue le rappeler. Certes, la France figure bien parmi les pays ayant un ratio de dépenses publiques élevé. Si l'on observe toutefois les évolutions, elle n'est pas forcément un mauvais élève. France Stratégie insiste ainsi sur le fait que « la croissance des dépenses publiques par habitant de la France se

situe dans la moyenne des pays développés ». Il n'y a donc pas de dérapage ou de « gabegie ». L'emploi public a largement contribué à cet effort puisque, souligne l'étude, « la part des rémunérations publiques dans le PIB est stable en France depuis 2000 », autrement dit il n'y a pas eu, comme on l'entend souvent, de gonflement de l'emploi public pour compenser le chômage. Au contraire, le gel de l'indice, mis en pause par le gouvernement précédent, mais relancé par l'actuel exécutif, et la RGPP sous Nicolas Sarkozy ont conduit à une baisse de l'emploi public. France Stratégie ajoute que « le niveau des rémunérations par emploi public de la France apparaît relativement modéré en comparaison internationale ».



Evolution du nombre d'emploi des administrations publiques pour 1000 habitants © France Stratégie

Certes, avec 83 emplois publics pour 1 000 habitants, il est relativement élevé, mais il demeure inférieur à des pays présentés comme des « modèles » par le gouvernement : le Canada ou la Suède. Il est intéressant de noter que le recul de l'emploi public suédois s'est effectué à partir d'un niveau beaucoup plus élevé que celui de la France (près de 180 pour 1 000 habitants en 1985 contre 138 aujourd'hui). La réduction de l'emploi public de 150 000 postes, affichée par le candidat Macron et confirmée par le président élu, ne pourra donc se faire qu'au prix d'une détérioration ou d'une privatisation des services publics. C'est le chemin suivi par le Royaume-Uni au cours des trente dernières années, mais le prix à payer a été lourd : les inégalités territoriales ont explosé, comme le confirmait une étude récente de l'ONS, le bureau britannique des statistiques. Une situation qui, associée à une dégradation des services publics, n'est pas étrangère au vote en faveur du Brexit outre-Manche.

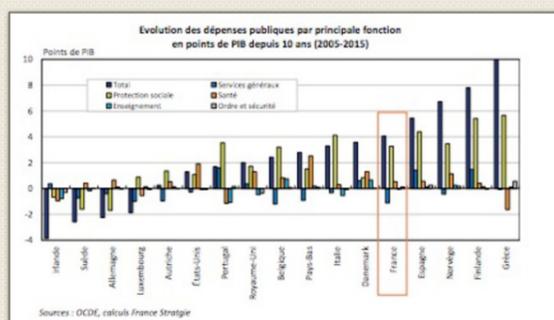
Mais le gouvernement veut néanmoins améliorer l'efficacité de l'État, estimant que les administrations dépensent sans doute trop pour leur fonctionnement. Or, là aussi, cette vision est simpliste et réductrice. Depuis dix ans, la croissance de la consommation intermédiaire des administrations a été de 0,2 %, soit autant que la Suède (0,2 %), moins que celle de l'Allemagne (+ 0,7 %) et que celle de la moyenne des pays de l'OCDE (+ 0,3 %). Le niveau de cette consommation est inférieur à celui des États-Unis, par exemple. Il n'y a donc pas là de dissipation de l'argent public. On notera également le recul de l'investissement public (- 0,6 %, soit deux fois plus que la moyenne de l'OCDE). Là encore, on voit mal comment faire passer l'État français pour un Léviathan irresponsable.

Dépenses modérées en termes d'assurance chômage ou d'assurance maladie

Par conséquent, faire croire que par la compression de l'emploi public ou par la « modernisation » des services publics, on pourrait réduire notablement le ratio de dépense publique

sur le PIB relève principalement d'un argumentaire populiste libéral consistant à faire du fonctionnaire et de l'État un bouc émissaire des problèmes du pays. En réalité, les précédentes réformes de l'État ont déjà porté leurs fruits et aller plus loin ne peut se faire qu'au détriment de la qualité des services publics et du niveau de vie des fonctionnaires (population déjà ciblée par le gouvernement).

L'écart entre la France et les autres grands États réside principalement dans les transferts sociaux. Lesquels ont beaucoup crû avec la crise, comme c'est là leur fonction. La France n'est pas de ce point de vue une exception. France Stratégie considère que notre pays est moins « administré » que « socialisé », autrement dit qu'il partage davantage les risques. Le niveau de dépenses sociales atteint près de 25 %, soit le deuxième plus haut niveau de l'UE, après la Finlande, mais sept points de plus que l'Allemagne. Pour autant, la France n'est pas outrageusement « généreuse » : la dépense sociale moyenne par habitant est de 7 700 euros, un chiffre dans la moyenne européenne. Et l'essentiel de la dépense sociale va à la vieillesse, un poste qui, pour l'instant, est en excédent (en déficit modéré en ajoutant le fonds de solidarité vieillesse) en 2017.



Évolution de la dépense publique par fonction. © France Stratégie

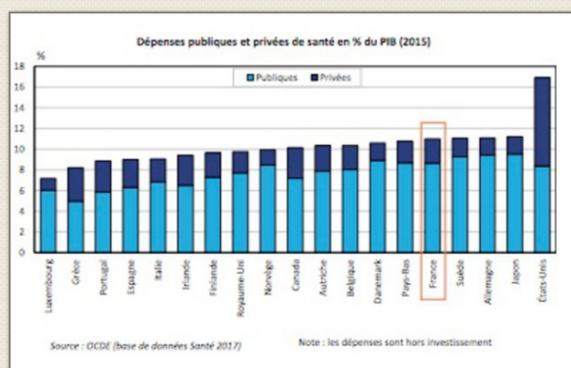
En revanche, la France affiche des dépenses modérées en comparaison des autres pays développés en termes d'assurance chômage ou d'assurance maladie. On constate même que la France est plutôt en queue de peloton avec 14 000 euros par chômeur contre 25 000 euros en Allemagne, par exemple. C'est dire si la volonté du gouvernement de « contrôler » les chômeurs semble avant tout relever de l'effet d'annonce...

Se concentrer comme le fait le gouvernement sur le seul ratio des dépenses publiques sur le PIB et croire qu'on peut le faire baisser en agissant sur le seul numérateur de ce ratio serait refuser de prendre en compte la complexité et la réalité de la situation française. Il est difficile de baisser les dépenses publiques en France, parce que ces dernières ne sont tout simplement pas trop élevées. Elles correspondent à un certain modèle économique plutôt stable que dynamique et limitant le creusement des inégalités. Un récent rapport sur les inégalités de plusieurs économistes spécialisés sur le sujet a souligné l'exception française dans ce domaine.



Part des revenus des 1 % les plus fortunés dans le total © Wealth & Income Inequality Database

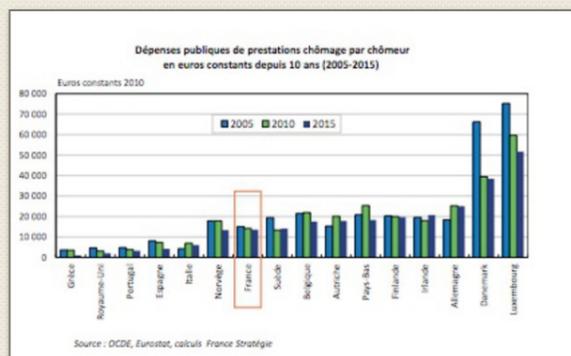
On peut certes critiquer ce modèle, mais il faut alors être clair : faire de la baisse de la dépense publique la priorité se paie par un creusement des inégalités, une vulnérabilité plus forte en cas de crise et des tensions sociales croissantes. Celui qui souhaitera changer ce modèle ne pourra faire l'impasse sur la privatisation de la protection sociale et la réduction de la qualité des services publics. Il ne peut être question de préserver le « modèle français » par une politique de réduction de la dépense de l'État. Et, en tout état de cause, il est vain de penser réduire cette dépense par une simple modernisation des administrations puisque ces dernières ne semblent pas plus inefficaces que beaucoup d'autres.



Dépenses de santé comparées © France Stratégie

Le gouvernement le sait puisque le premier ministre Édouard Philippe a dû renoncer à ses rododromes de début de mandat. Lors de son discours de politique générale, début juillet, il claironnait ainsi vouloir stabiliser en volume la dépense publique et réduire de 80 milliards d'euros celle-ci sur le quinquennat. Dans le projet de loi de finances 2018 présenté deux mois plus tard, il s'est contenté d'infléchir la croissance des dépenses publiques à 0,5 % contre 0,8 % en 2017, ce qui représente déjà un effort considérable.

Baisser les dépenses publiques est un exercice périlleux et difficile. Si la France affiche un déficit public encore important, elle le doit aussi à des choix politiques discutables, et notamment l'importance des baisses de cotisation et des crédits d'impôts. Ces derniers, à commencer par le CICE, représentent pas moins de deux points de PIB de dépenses publiques (ce qui permet de relativiser les discours alarmistes sur les 57 % du PIB de dépenses publiques), pour un effet sur l'emploi extrêmement faible. Les bonus fiscaux faits dans le projet de loi de finances 2018 au capital exercent une pression supplémentaire sur les dépenses publiques, sans, là encore, fournir de résultats convaincants en termes d'emploi.



Dépense publique par chômeur © France Stratégie

Le non-dit de la politique du gouvernement est bien que sa politique de réforme n'est pas capable, de son aveu même (le gouvernement ne prévoit aucune accélération de la croissance d'ici à 2022), de renforcer la croissance potentielle de la France pour assurer un meilleur financement des dépenses publiques. Or c'est bien par la croissance que se rétablissent les finances publiques, pas par des contractions de dépenses. Au contraire, comme l'ont montré les

économistes Lawrence Summers et Antonio Fatas en 2015, l'austérité budgétaire réduit durablement la croissance à long terme, balayant l'argument classique du « mal nécessaire » pour des gains « futurs ».

Le gouvernement est donc sur un terrain glissant. Il doit faire la part des choses entre l'exigence de baisse des dépenses de la partie droite de son électorat et l'exigence sociale de sa partie gauche. Certains observateurs estiment qu'il a établi les « réformes de droite », comme celles du marché du travail ou de la fiscalité du capital, au début du quinquennat pour pouvoir infléchir sa politique à gauche en fin de quinquennat. Mais alors, sauf accélération de la croissance, il devra abandonner son ambition de réduction de la dépense publique. Si ce projet de réforme de l'action publique débouche sur des privatisations, sur des contractions de crédit public ou sur des réductions de postes de fonctionnaires, elles devront porter principalement sur les années 2020-2022. Il sera alors très difficile pour l'exécutif de rééquilibrer son action avant le scrutin présidentiel de 2022.

mediapart.fr

MAIS AUSSI :

Comment réduire efficacement la dépense publique ?

La baisse de la dépense publique à la petite semaine est vouée à l'échec. Le temps est venu de repenser le périmètre de l'action publique, en s'inspirant des exemples étrangers.

Par Jean-Baptiste Besson.

La Commission européenne est venue à point nommé remettre les débats budgétaires au Parlement à leur juste place. Alors qu'ils semblaient se cristalliser sur le volet recettes, nos partenaires européens nous ont rappelé que le volet dépenses devait être notre priorité si nous souhaitons durablement revenir à l'équilibre budgétaire.

Compter sur la seule croissance ne suffira pas à revenir à l'équilibre puisque notre potentiel de croissance semble proche d'être atteint.

Augmenter les recettes fiscales n'est plus possible, tant notre niveau de prélèvements fait de la France le pays le plus imposé de l'OCDE, dépassant désormais le Danemark.

Depuis le mouvement des « pigeons » et des « bonnets rouges » en 2012 et en 2013, on sait le consentement à l'impôt plus que fragile. Réduire la dépense publique, chose peu aisée, pour ne pas dire explosive, est désormais une nécessité.

Les limites du rabot sur la dépense publique

Pour faire simple, sur 100 euros de richesse produite, la puissance publique (Etat, Sécurité sociale, collectivités territoriales) dépensera 54,60 euros en 2018. Pour cela, elle prélèvera 44,30 euros de manière « obligatoire » et 7 euros de manière « non obligatoire » par les impôts, taxes et cotisations. Comme cela est insuffisant, elle emprunte enfin 2,60 euros. Cela est loin d'être virtuel.

Au regard de la dette publique que nous avons en effet collectivement accumulée, nous allons devoir payer 41,2 milliards d'euros d'intérêts. Soit 615 euros par Français.

Réduire la dépense publique est donc bien l'un des enjeux de ce quinquennat. A condition de changer de méthode. Si l'outil du rabot, dans les dépenses comme dans les effectifs, reste l'alpha et l'oméga de la politique économique, l'échec est assuré.

Les coupes sèches sur quelques postes budgétaires sont inefficaces : économiquement tout d'abord, mais surtout démocratiquement. Le cas de la réduction des APL ou des dotations aux collectivités territoriales révèlent ici les limites de la méthode.

Le sens de l'action publique

Le temps est réellement venu de travailler ensemble sur la performance de la dépense publique. Autrement dit, d'en définir ensemble le périmètre.

Aujourd'hui, l'argent des contribuables n'est pas utilisé à bon escient. Souhaiter une dépense publique performante, c'est désormais trancher un débat essentiel : quel est le sens de l'action publique ? Comment la rendre cohérente entre les objectifs et les moyens engagés pour cela ?

Tel doit être l'enjeu du comité d'action publique (CAP) 2022 lancé par le gouvernement en octobre, et qui prend la suite de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) de 2007 et de la MAP (Modernisation de l'Action Publique) de 2012.

Pourtant les objectifs assignés au CAP 2022 sont insuffisants. Il doit absolument définir les objectifs et la place de la sphère publique aux côtés de celle du marché. Qu'est-ce que la puissance publique fait bien ou mieux que le secteur marchand privé ? Quelles sont les missions que le marché peut optimiser sans nuire à la cohésion nationale ?

De l'imagination pour plus d'efficacité

Le débat est difficile car il nous concerne tous et touche à ce que nous devons appeler le contrat social. Derrière chaque euro de dépense publique, il y a un citoyen, une famille, une association, une entreprise.

Pourtant, nombreuses sont les pistes envisageables et les opportunités offertes par le numérique pour améliorer l'efficacité, l'efficience et la cohérence budgétaire. Ce qui a été fait pour le service d'immatriculation des véhicules, délégué progressivement aux professionnels et aux particuliers, peut être transposé à d'autres missions. Ce qui a été mené au Canada, en Suède, en Nouvelle Zélande n'est pas forcément

transposable, mais peut être inspirant. De l'inspiration et de l'imagination, nous en avons. A nous de les mettre au service des générations futures.

Contrepoints

IV) Emmanuel Macron peut-il gouverner sans oppositions ?

Olivier Biffaud

On évoque souvent la solitude du pouvoir en parlant des locataires de l'Élysée. Le nouveau président est plus seul que jamais, même ses opposants semblent l'avoir lâché.



Gouverner, c'est prévoir. Prévoir, c'est anticiper. Et anticiper, c'est se préparer au pire ! Sous la Ve République, les locataires de l'Élysée et de Matignon n'ont jamais perdu de vue ce triptyque politique. L'exécutif a toujours un oeil sur sa cote de popularité et l'autre sur l'état de sa majorité parlementaire. Comme Emmanuel Macron ne fait rien comme ses prédécesseurs, c'est surtout sur l'état de son opposition qu'il conserve un oeil. Et elle est au tapis.

Le balancier qui oscille entre la gauche et la droite depuis des décennies était « programmé », dans une « élection imperdable », pour revenir à droite après l'intermède du quinquennat de François Hollande. Le titre était même promis à Alain Juppé qui, aux beaux jours de 2016, ne devait faire qu'une bouchée de ses adversaires, Nicolas Sarkozy et François Fillon, dans la primaire de la droite... et du centre, selon l'expression labellisée. Mais tout a commencé à se déréglé. C'était un 20 novembre.

L'incroyable scénario de la présidentielle

Les sondages avaient bien repéré un risque d'élimination de Sarkozy dès le premier round et une étourdissante « remontada » de Fillon dans la dernière ligne droite mais de là à lui donner une victoire écrasante sur Juppé au second tour, il y avait un pas que personne n'avait osé franchir. À partir de ce moment tout s'est enchaîné dans un schéma chamboule-tout. Hollande a renoncé à briguer un second mandat, Valls a été défait par Hamon dans la primaire de gauche. Rien ne se passait comme prévu. Il n'y avait donc pas de raison de s'arrêter en si bon chemin.

Fillon qui commençait à voir son étoile pâlir dans les enquêtes d'opinion à cause de ses propositions trop libérales en matière de santé prit sur la tête, en début d'année, l'affaire des emplois familiaux présumés fictifs révélée par Le Canard enchaîné. Dans la foulée, Hamon parti sur les chapeaux de roues avec le revenu universel allait s'effondrer et Bayrou, renonçant à se présenter pour la quatrième fois, annonçait son ralliement à Macron. D'un coup, celui-ci gagnait plusieurs points. C'est en février que la présidentielle basculait.

Longtemps donné troisième dans les sondages, Macron s'installait à la deuxième place derrière Marine Le Pen qui caracolait en tête depuis des mois et des mois. Derrière, Fillon se faisait petit à petit talonner par Mélenchon qui, sans coup férir, aspirait une bonne partie de l'électorat de Hamon. Personne n'y croyait vraiment mais, dès lors, s'engageait un « mano a mano » entre Le Pen fille qui revendiquait de n'être « ni de droite ni de gauche » et l'ancien ministre de Hollande qui se disait « de droite et de gauche ».

Tout le monde connaît l'issue de ce duel qui fut marqué par le naufrage de la candidate d'extrême droite au cours du traditionnel débat d'entre-deux-tours, après l'élimination de Fillon pour la droite néogaulliste et de Hamon pour la gauche socialiste. Arrivé quatrième, Mélenchon mâcha son amertume mais il promit qu'il fallait compter sur son opposition car on allait l'entendre, et fort, à la rentrée d'automne!

La droite aux abonnés absents

En fait d'opposition, huit mois après son entrée à l'Élysée, Macron n'en rencontre que très peu. Voire même pas du tout. Et tout cela s'explique pas l'incroyable scénario qui s'est déroulé au cours des huit mois qui ont précédé le scrutin présidentiel. Comme s'il y avait une sorte de symétrie. L'improbable chaos qui a contribué à faire le lit du succès du plus jeune président de toutes les Républiques françaises – devant Louis-Napoléon Bonaparte! – a trouvé son prolongement après son élection, en dessinant les contours d'un champ politique dépourvu d'oppositions organisées, structurées et efficaces.

Aux yeux d'une majorité de Français, il n'existe, aujourd'hui, aucune offre politique crédible alternative. Ni en homme ou en femme, ni en parti ou en mouvement, ni en projet ou en programme. Après un passage à vide pendant l'été qui a vu s'effondrer sa popularité mesurée par tous les instituts de sondage, Macron a, contre toute attente des observateurs, retourné la situation. Il faut dire que le phénomène ne s'était pas produit sous les trois quinquennats précédents, hors « union nationale » provoquée par le drame des attentats du terrorisme islamiste. Cette inversion de courbe est-elle solide et durable? En l'état, peu d'éléments sont en mesure de la contrarier. À droite, Les Républicains (LR) ont vu un des leurs devenir chef du gouvernement et quelques uns de ses dirigeants se voir attribuer une charge ministérielle. Puis les élections législatives ont donné naissance à une composante dissidente, Les Constructifs, qui se veut « Macron compatible ». Considérés comme des « traîtres » à la cause de l'opposition, les éléments LR – il y a aussi des centristes – ont été exclus de leur mouvement. Et pour couronner le tout, l'élection de Laurent Wauquiez à la présidence du parti, en décembre, entraîne une chapellisation du principal mouvement de droite à l'Assemblée nationale. Chacun crée sa tendance propre par peur de voir Wauquiez concrétiser un flirt avec le Front national. L'opposition de droite est aux abonnés absents.

Le PS sous les radars

À gauche, le PS est passé sous les radars depuis que Hamon a sombré dans les urnes. Figure de proue des frondeurs sous la quinquennat Hollande, l'ancien ministre socialiste de l'Éducation nationale n'a pas été en mesure d'ouvrir une voie alternative pour les électeurs sociaux-démocrates. Il faut dire qu'une partie d'entre eux l'avait déjà fui avant le premier tour présidentiel pour rejoindre Macron. Un gros morceau lui ayant préféré Mélenchon, le PS a été mangé par les deux bouts. À bout de souffle, le parti de Jaurès est devenu invisible et inaudible. Réduit à la portion congrue au palais Bourbon, c'est un parti sans tête. Il n'en retrouvera une que lors de son prochain congrès, fin février ou début mars 2018. Près d'un an après la présidentielle!

À l'extrême droite, le FN reste à un haut niveau d'intentions de vote dans les sondages mais sa présidente, qui a longtemps constitué un «produit d'appel» pour l'électorat militant, est doublement handicapée par son échec présidentiel –le fameux débat raté revient comme un leitmotiv dans les rangs du parti, faisant douter de ses capacités à gouverner– et par sa rupture d'avec Florian Philippot –tous deux se plaisaient à dire qu'il y avait eu un "coup de foudre politique" entre eux– qui matérialise l'abandon de la sortie de l'euro, donc de la matrice qui sous-tend le programme du Front national. Autant dire que pour la première fois de son histoire, le parti lepéniste est dans le brouillard programmatique.

L'alchimie macroniste a une contrepartie dangereuse

À la gauche de la gauche où La France insoumise (FI) a absorbé une frange de l'extrême gauche, Mélenchon n'est pas encore parvenu à concrétiser la position de «principal opposant» que lui octroie l'opinion publique. Quelques députés FI en vue – François Ruffin, Danièle Obono, Alexis Corbière, Eric Coquerel, Clémentine Autain ou Adrien Quatennens– tentent de donner corps à l'opposition parlementaire. Mais leur chef de file avait surtout placé la contestation de l'exécutif sur le terrain social... dans la rue. Force est de constater qu'il n'a pas atteint son objectif: mobiliser en masse contre les ordonnances réformant le code du travail. Ne promettait-il pas «un million» de manifestants sur les Champs-Élysées? Après avoir fâché les syndicats, Mélenchon a reconnu que Macron avait «marqué le point».

Alors même que les problématiques du réchauffement climatique et de la transition énergétique sont plus que jamais au centre des questions écologiques, la composante politique censée être leur meilleure représentante a totalement disparu de l'hémicycle du Parlement. Émiettés et décrédibilisés par leurs oscillations entre la gauche et l'extrême gauche, la voix des Verts ne porte plus. D'autant que la figure emblématique de cette mouvance –Nicolas Hulot– a accepté, pour la première fois, ce qu'il avait refusé à Sarkozy et à Hollande: entrer au gouvernement. Qui plus est avec un titre de ministre d'État! Avec cette touche supplémentaire, Macron a parachevé la désorganisation de ses oppositions.

De droite, de gauche et du centre... Le nouveau chef de l'État a réussi, en moins d'une année, une synthèse que d'aucun prédisait impossible. Issu lui-même de la gauche et défendant des thèses libérales chères à la droite, Macron cohabite avec lui-même, en sublimant ce clivage. Et il l'assume

ouvertement. Il a créé cet «axe central», sorte de pierre philosophale, que tous les présidents de la République rêvent de constituer autour d'eux. Hors le général de Gaulle de 1958, aucun d'entre eux n'était parvenu à ses fins. Cette alchimie, cependant, a une contrepartie dangereuse car la médaille brille de mille feux mais elle a un revers: les oppositions deviennent fantomatiques. Mis à part que ce «trou noir» ouvre une brèche aux minorités violentes, il nuit gravement au débat démocratique. Il est temps que les oppositions se ressaisissent.



Olivier Biffaud Journaliste

Slate

V) Gouvernement: Philippe veut "un travail d'équipe, sans couac" pour la rentrée



Crédits photo principale : AFP/Archives

Edouard Philippe a plaidé pour "un travail d'équipe, sans couac" au sein du gouvernement qui effectue mercredi sa rentrée à l...



Par AFP @afpfr

Edouard Philippe a plaidé pour "un travail d'équipe, sans couac" au sein du gouvernement qui effectue mercredi sa rentrée à l'occasion d'un Conseil des ministres suivi d'un séminaire et d'un déjeuner à l'Élysée.

"Je veux que chacun des membres du gouvernement sache ce que font les autres, au rythme où ils vont le faire, pour que nous puissions avoir un travail d'équipe, sans couac, cohérent, compréhensible et efficace", a déclaré le Premier ministre sur France 2.

Pour ce quatrième séminaire gouvernemental du quinquennat, M. Philippe a une nouvelle fois filé la métaphore de l'orchestre pour décrire l'action de son gouvernement et l'enjeu de cette réunion qui va fixer "le rythme de travail sur les trois mois qui viennent".

"Dans un bon orchestre, il faut de bons solistes qui connaissent bien leurs partitions", a-t-il

souligné sur le plateau des 4 Vérités.

"Ca, je n'ai aucun doute là-dessus. Mais un très bon orchestre, c'est souvent un orchestre dont les solistes savent ce que les autres vont faire. Et comprennent ce que les autres vont faire. Comme cela, on joue ensemble", a-t-il précisé.

Alors que les chantiers chauds ne manquent pas dans les semaines à venir, entre réformes sociales et décision attendue sur Notre-Dame-des-Landes, M. Philippe a affirmé que "les priorités pour les deux mois à venir sont exactement les mêmes que celles qui ont animé le gouvernement depuis sa nomination, à savoir la transformation du pays, le respect des engagements pris par le président de la République pendant la campagne".

"Nous, nous sommes là pour mettre en oeuvre ces engagements", a-t-il martelé.

Les ministres se réunissent mercredi à partir de 10H00 autour d'Emmanuel Macron à l'Élysée pour la présentation des vœux du gouvernement et le traditionnel Conseil des ministres, suivi d'un "séminaire" et d'un déjeuner commun.

PUBLIC
SENAT
#AuCœurDuDébat

**A Suivre...
La Presse en Revue**

